
ATELIER 12
Subjectivité et formation
(Jacques LEROY)

Communication 12.1
« Des changements qui ne cessent de ne pas pouvoir se dire ! »

Jean-Luc de SAINT-JUST, Psychanalyste, ancien formateur Ecole de service social Cergy

L'évolution des dispositifs de formation en travail social : éléments de réflexion

RÉSUMÉ DU CONTENU :

Le constat d'une évolution en cours dans le secteur multiforme du travail social est unanimement partagé. Il est régulièrement décrit et commenté par de nombreux auteurs comme relevant d'une « mutation », d'une « recomposition », voire même d'une « métamorphose ».

Cependant, il n'est peut être pas inutile, au-delà des spéculations sociopolitiques qui l'accompagnent, de poursuivre l'effort d'analyse engagé afin de nous permettre de saisir plus précisément la nature de ce changement. Ne pas aller plus avant dans ce travail d'analyse c'est, en participant au « Sacre du présent » et de l'action immédiate, pour ne pas parler de « passage à l'acte », le plus sur moyen de se rendre aveugle à ce que nous mettons en œuvre dans nos pratiques, ne rien vouloir en savoir.

A écouter d'un peu plus près ce qui est énoncé, il est particulièrement intéressant de se rendre compte que ce qui déstabilise tant les travailleurs sociaux et les formateurs dans cette évolution, ne relève pas tant d'une évolution des problématiques rencontrées, ou des pratiques mises en œuvre, que d'une rupture fondamentale dans le « discours », non par une opération de négation, mais par un processus de renversement ; un envers.

Depuis plus d'un siècle, les travailleurs sociaux ont le plus souvent su s'adapter aux nombreuses évolutions qu'ils ont rencontrées. Ce qui les déstabilise aujourd'hui est manifestement d'un tout autre ordre.

Loin de constituer un changement de paradigme, comme ce secteur en a connu quand ses énoncés sont passés d'une référence à une autre au fil des modèles théoriques, ce « nouveau discours » fait radicalement rupture dans le registre même du discours. Il ne s'oppose pas aux énoncés du discours traditionnel du travail social, bien au contraire, il y colle. En effet, quel travailleur social soutiendrait qu'il est contre la « qualité » ou « les bonnes pratiques », ou encore « la prise en compte de la personne dans sa globalité » ?

Cependant, malgré cette illusion du même, ce discours modifie profondément le

dire de ces professionnels. Il transforme leur parole en de purs énoncés qui visent à éluder toute énonciation subjective du discours social, à substituer la dimension de l'Idéal, celui des valeurs de ce secteur, par une « Idéologie acéphale et totalitaire », un impératif de réussite aussi aveugle que violent dans ce qu'il produit. Quand il n'a pas pour effet une fascination, voire une manifeste jubilation, ce discours crée le plus souvent un effet de sidération, figeant les uns et les autres dans une situation où ils ne trouvent plus de prise pour élaborer un positionnement professionnel argumenté.

Pour autant, vouloir aller contre ce « nouveau discours social », c'est ne pas vouloir prendre en considération qu'un discours social ne peut se soutenir sans qu'il participe d'une « économie psychique ». La question qui se pose aux travailleurs sociaux et aux formateurs n'est peut-être pas d'être pour ou contre le discours de leur époque, mais plutôt de pouvoir élaborer une posture opérante qui trouve à s'y articuler.

Peut-être plus que jamais, il semblerait que les traditionnels « groupes d'analyse des pratiques », pour peu qu'ils relèvent d'une vraie clinique subjective, sont en mesure de constituer l'une des modalités essentielles à un travail d'élaboration et de mise en œuvre de ce qui pourrait faire « acte de passage » d'une subjectivité à une autre. Autrement dit, de ce qui pourrait fonder le point d'ancrage d'une pratique sociale qui se tienne.

Même si cela fait déjà quelques années que je travaille sur ces questions, un bon nombre d'articulations que j'ai tenté de formaliser dans cet écrit sont pour moi assez nouvelles et de toutes les façons en constantes interrogations. Aussi, je vous prie de bien vouloir m'excuser pour les quelques approximations encore présentes, mais qui auront par ailleurs la vertu de permettre un débat critique, de m'indiquer, voire de nous indiquer, ce qui est encore à travailler.

Introduction

Depuis quelques années, de la diffusion du rapport de la MIRE publié par Jean-Noël Chopart à l'entretien de Michel Chauvière et de Saül Karsz dans les ASH (Actualités Sociales Hebdomadaires) du 17 septembre 2004 « *Le travail social à t-il un sens ?* », il est manifeste pour chacun que ce secteur professionnel est pris dans une mutation qui entraîne de profonds bouleversements dans les références même de ce qui constituait le travail socio-éducatif traditionnel et la formation de ses acteurs.

Face à cette mutation, les centres de formation sont confrontés à plusieurs choix possibles. D'une façon un peu schématique et tout à fait subjective, mais néanmoins rigoureusement rationnelle, j'ai identifié trois postures qui, parmi les singularités de chaque centre, de chaque équipe, situent néanmoins ces derniers dans des logiques plus ou moins distinctes.

La première est celle de l'engagement dans le changement, la participation fascinée et l'anticipation jubilatoire dans l'élaboration et la mise en œuvre de formations professionnelles radicalement postmodernes. Il suffit de lire les annonces diffusées par ces centres pour identifier la posture résolument commerciale, pragmatique, techniciste, certifiée, promettant à chacun une adaptation totale à leur besoin de formation, une « satisfaction sans faille ».

La seconde est celle plus classique de la résistance, de la défense de ce qui constitue traditionnellement les valeurs fondamentales des travailleurs sociaux, de la dénonciation des dérives postmodernes, d'une volonté farouche de sauvegarder l'humanisme qui spécifie ces formations. Ceux-ci se font entendre haut et fort dans des colloques, des congrès, des articles ou des ouvrages dans lesquels ils dénoncent les premiers, en recherchant désespérément la figure d'un maître qui leur échappe sans cesse (le politique, le patron, le directeur, etc.). Ils se font les gardiens nostalgiques d'un passé glorieux, du temple de ce qui constitue selon eux, la tradition immuable de l'idéal de tout travailleur social, et revendiquent dans un discours de la plainte, des moyens garantissant une satisfaction au moins égale aux précédents.

La troisième est plus discrète parce que manifestement beaucoup plus rare. Elle représente radicalement une autre voie, une autre perspective, en renvoyant dos à dos les deux impasses précédentes, pour autant que la seconde n'a de fonction que de faire écho à la première. Elle consiste à faire la démarche d'essayer de saisir ce qui caractérise cette mutation, de ne pas faire l'économie d'un travail d'analyse, d'un travail de pensée, afin d'essayer de comprendre en quoi et à quoi participent les centres de formation, comme l'ensemble du travail social, dans la diffusion de ce nouveau « discours politique » qui en tant que tel est celui qui commande le social. Ce n'est qu'au prix de cet effort de pensée, que ces centres de formation auront la possibilité de créer et de proposer des dispositifs de formation à la fois singuliers et originaux. Ceci, dans une logique qui ne soit ni celle du « déni » de ce que sous-entend ce discours, ni celle du « rejet » de ce qui caractérise et commande le social d'aujourd'hui. Il s'agit là, en fait, de prendre en considération et d'accompagner ce qui fonde et ce que produit ce discours, auquel nous participons ; sans s'y confondre.

C'est à ce travail que je vous invite et que j'espère pouvoir quelque peu alimenter par cette petite contribution. Dans un premier temps, j'ai essayé de faire le point sur ce que j'avais pour ma part repéré comme indicateurs de ces bouleversements, puis, prenant appui sur dix années d'observations cliniques au sein des centres de formation en travail social que j'ai côtoyés et quelques-uns des nombreux textes des auteurs qui travaillent à cette question, je propose une re-lecture, une interprétation, de cette mutation, ou plus précisément de ce qui la spécifie comme « nouvelle structure discursive ».

Quelques indicateurs formels...

Un certain nombre d'indicateurs peuvent être pris en compte pour saisir ce qui est à l'œuvre dans l'évolution actuelle des dispositifs de formation en travail social :

- le « Processus de Bologne » de 1999 instituant l'harmonisation des formations supérieures en Europe et le système des ECTS (Européen Crédits Transferts System) pour 2010
- le « Processus de Copenhague » de 2002 instituant l'harmonisation de l'éducation et de la formation professionnelle tout au long de la vie (cf. Annexe 1)
- la Loi de « Modernisation Sociale » de janvier 2002 (instaurant entre autre la qualification par la VAE)
- la Loi de « Révision de la Loi de 1975 » en janvier 2002

- le « Rapport Périsol » indiquant les objectifs des Régions en matière de formation professionnelle
- l'Arrêté du 12 mars 2004 réformant la « certification du DEES »
- la Loi du 04 mai 2004 relative à « La formation professionnelle tout au long de la vie et à au dialogue social »
- l'Arrêté du 11 juin et le décret du 29 juin 2004 relatif au « Diplôme d'Etat et à l'exercice de la profession d'Assistant de Service Social »
- la Loi du 13 Août 2004 sur les « Libertés et Responsabilités locales »
- Proposition de Décision du parlement européen et du conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, Bruxelles le 14.07.2004, COM(2004) 474 final

et cliniques...

Toutes ces évolutions ne portent pas nécessairement sur le même objet et instituent des modifications qui sont plus ou moins ciblées ou spécifiques. Elles peuvent être donc considérées de façon distincte, sans rapports de structure entre elles. Cependant, pour en comprendre l'économie générale et l'impact qu'elles instaurent dans le « discours politique », la commande sociale qu'elles sous-tendent, il n'est pas inutile de faire référence à ce que la clinique nous indique de l'émergence et du recouvrement systématique de tout autre discours par ce « nouveau discours social de la formation ». J'en ai identifié quelques traits spécifiques récurrents :

- la transformation progressive de toute formation en « produit marchand » (Cf. positionnement du Conseil de l'Europe et du Conseil d'Etat Français)
- la standardisation des dispositifs de formation (modules, crédits, individualisation des parcours et dépersonnalisation du rapport au savoir), via les certifications qualité
- une référence linguistique se réduisant au vocabulaire de l'économie marchande de culture essentiellement anglo-saxonne
- un renversement du rapport social entre l'individu et l'institution (ou l'institué), dont :
 - la substitution de la référence à la Loi, au code, par la référence au Contrat, réduite à la régulation et la négociation sans fin des relations interindividuelles
 - la transformation de la demande subjective en besoins objectifs
 - une modification radicale du rapport au temps (cf. « le Sacre du Présent »)
- un glissement, de la référence aux règles de métier à l'impératif de l'employabilité
- l'impératif d'une satisfaction « de droit » pour chaque individu, comme seul critère de référence de toute prestation ou action sociale
- l'élimination, par déni et/ou clivage, de toute division subjective
- l'obligation sociale d'assurer chacun contre tout préjudice de la vie, de lui promettre la possibilité de refaire, de réparer, de soigner, ce qu'il est (de la chirurgie esthétique à la formation tout au long de la vie)
- la référence systématique, comme unique valeur sociale, au mythe positiviste de l'objectivité scientifique
- une « auto-réification de l'individu » acteur de ses propres objectivations
- un impératif de transparence et d'évaluation systématique dans une

- logique de performance, devenue la nouvelle mesure de l'homme
- l'appauvrissement culturel et intellectuel des enseignements par une substitution progressive du savoir par les connaissances, les techniques et les procédures
- la substitution de la parole et de la figure du « Maître » par celle anonyme des « ex-pères »

Participation à l'analyse de cette mutation...

Suite à la confrontation de mes observations cliniques, dont certaines récentes, et les travaux d'auteurs d'origine aussi différente que, Hanna Arendt, Jean-Pierre Legoff, Jean-Pierre Lebrun, Charles Melman, Jean-Pierre Boutinet, Nicole Aubert, François Dubet, ou Marcel Gauchet, je soutiens que cette évolution qui percute de plein fouet les secteurs du travail social depuis quelques années est bien comme l'annonçait Jean-Noël Chopart, une réelle « transformation », ou plus précisément une vraie « métamorphose de la question sociale ».

La formule de Robert Castel a ceci d'intéressant, qu'elle nous indique bien qu'il s'agit essentiellement d'une « question » sur le registre du discours (et non d'une réalité immuable comme cela est souvent annoncé). C'est une question qui s'adresse au sujet contemporain dans sa nécessité de trouver une nouvelle articulation à son inscription dans ce qui est devenu l'unique « discours politique » reconnu.

Cet aspect de reconnaissance est essentiel car il situe le fait qu'aucun discours politique ne peut se soutenir sans qu'il participe d'une économie psychique. C'est à partir de ce que nous enseigne la clinique, que je soutiens qu'il s'agit bien d'un discours qui, sous des formes distinctes et parfois opposées, commande le social de façon à la fois impérative et univoque, un « discours social totalitaire ».

Cette articulation entre économie psychique et discours politique reprend la formule de Lacan « l'inconscient c'est la politique ». C'est cette opération de pliage et de recouvrement de la fonction symbolique, que j'ai déjà évoquée dans les constats cliniques et sur laquelle je reviendrai à propos de ce qui s'articule dans le secteur du travail social, qui a pour effet de modifier, pour le sujet, le rapport entre « l'Idéal du moi » et le « Surmoi ». Elle fait passer d'une instance qui « gouverne » au nom d'un Idéal représenté sur le registre de la « fiction » à une instance qui « commande » de façon d'autant plus impérative, Surmoïque, que la fonction unifiante de l'Idéal, s'efface, s'élude pour le sujet, se recouvre d'un « virtuel ».

La question qui se pose est donc de savoir ce que ce discours politique, ce discours qui nous commande – car il s'agit bien là de pouvoir repérer ce qui fait autorité aujourd'hui, ce à quoi nous obéissons – a de différent par rapport aux discours totalitaires du siècle précédent. Celui-ci est particulier dans le fait qu'il est fondamentalement « anonyme », aucune figure d'autorité ne le représente, ne nous l'impose. Il est « acéphale » pour reprendre la thèse de Jean-Pierre Lebrun dans son ouvrage « *Un monde sans limites* ».

Cela a toutes ses conséquences au niveau l'« économie psychique » du sujet, et pour ce qui nous concerne, pour ce que cela détermine en terme de « rapport au savoir ». Cette « nouvelle économie psychique » que Charles Melman a largement développée dans son ouvrage « *L'homme sans gravité* », obéit à un impératif de satisfaction, à un impératif de jouissance. Dans cette économie, le savoir théorique ou professionnel n'a de valeur qu'à l'aune de cette satisfaction. Ils sont le plus souvent des objets, ou encore plus radicalement des produits qui doivent être accessibles immédiatement.

Le savoir ne constitue plus un repère, une exigence de travail et d'élaboration, ce qui fait autorité et nous gouverne (donne une direction, un sens à), auquel le sujet doit consentir pour accéder à une cohérence qui se tient. Le savoir n'a plus cette dimension de « saveur », comme son étymologie l'indique, qui s'élabore dans une relation à un Autre, un rapport au monde et pas seulement à un objet.

Pour faire état de ce qu'il y a de radicalement différent entre ces deux économies, je propose de m'appuyer sur une vignette clinique assez commune, une situation que nombreux d'entre vous peuvent observer dans leur vie quotidienne.

Ce matin là, j'amenais mon fils à la crèche. Après les rituels d'usage, je le vois se diriger dans la salle et passer à côté de jouets divers, dont une série de voitures, sans y faire plus attention que cela. Un autre enfant arrive et se dirige d'emblée vers une voiture qu'il utilise pour jouer. Mon fils à qui la scène n'a pas échappé, se dirige vers lui et essaye de lui prendre sa voiture. L'éducatrice de jeunes enfants et moi intervenons et lui proposons d'autres voitures. Bien sûr, il n'en veut pas et les rejette. Il veut celle là. L'autre enfant finit par céder et la lui donne. Mon fils la prend la fait rouler et puis la laisse là pour passer à d'autres activités.

Ce que nous apprend cette situation, en fait très classique, c'est que ce qui mobilise un être humain ce n'est pas un besoin et encore moins la satisfaction de celui-ci, mais un désir. Un désir qui n'est pas un désir d'objet, comme nous pourrions le croire, mais bien pour reprendre la formule de Lacan, qu'il a lui-même emprunté à Hegel, « *le désir c'est toujours le désir de l'autre* ». Ce que désirait mon fils, ce n'est pas l'objet en tant que présent, mais l'objet en tant que manque.

Car c'est bien un manque qui le mobilise. L'objet en tant que tel ne l'a intéressé ni avant, ni après qu'il ait été désiré par un autre. Ce qu'il désirait c'était bel et bien le désir de cet autre enfant.

C'est cette confusion, ce leurre, quant à l'objet du désir, qui est fondamentalement toujours un manque d'objet, qui nous a fait prendre aujourd'hui cette voie sans issue d'une économie psychique fondée sur une revendication sans fin d'objets de satisfaction, y compris en terme de « connaissances et de techniques ». Ce n'est pas un hasard si c'est sous la forme de technologies et de procédures essentiellement « virtuelles » que cette réponse prend forme. C'est parce que cela ne marche pas sans cette condition, de nous inscrire dans de la virtualité, de l'inconsistance.

Or, cette illusion soutenue par un discours social qui ne cesse de promettre l'accession à un objet de satisfaction, n'a pas pour seule conséquence que de nous entraîner vers une répétition compulsive, elle nous évite surtout d'avoir à affronter la dimension dialectique de notre désir, la rencontre de l'autre en tant qu'autre sujet, altérité. En transformant le désir en impératif de satisfaction du besoin, ce discours social nous enferme dans une « relation d'objets », où l'autre est réifié comme objet. Il nous amène à faire l'économie d'avoir à faire avec l'autre et son désir. Ce qui est sûrement bien plus compliqué et difficile, que de n'avoir à faire qu'à des objets, de se satisfaire narcissiquement de l'oubli d'une référence à un Autre. Un savoir qui serait soit disant solitaire, individuel, libre. Un savoir sans Autre, ne peut être qu'un savoir morbide, ou plus exactement subjectivement et socialement mortifère.

Comme par exemple un savoir par Internet, où l'autre est évité, comme dans ce centre de formation où les formateurs pourtant ayant leur bureau à quelques mètres les uns des autres, s'envoient des mails et font l'économie de se parler. Comme cette

direction qui pendant les réunions est fascinée par son écran de portable et ne regarde même plus les formateurs. Ce qui est intéressant de noter c'est l'illusion et l'impasse de cette virtualité. Car bien entendu, à force de nier les lois du langage en les réduisant à de la communication, tout cela ne a pour effet de bloquer les échanges et les informations ne passent pas. En plus, cela ne fonctionne pas, sauf dans le virtuel.

Ce qui me semble important à saisir pour comprendre les phénomènes actuels, c'est ce que ce « discours social » et son corollaire psychique ont de nouveau, de spécifique, dans l'histoire d'une humanité qui, pour reprendre les propos de Hanna Arendt, a pour la première fois la possibilité, grâce à la science et la technique, de sortir de sa « condition humaine » ; de se déshumaniser !

Ce qui constitue la rupture fondamentale de ce discours qui trouve ses fondements dans le discours de la science, n'est pas comme ce fut le cas dans d'autres époques où il y eut des changements de paradigme (d'un discours religieux à l'autre, d'une idéologie à une autre), de l'ordre de l'énonciation d'une Autre parole, de la confrontation d'un projet de société contre une autre, d'une civilisation contre une autre, mais plutôt de l'ordre d'une élisio, d'une visée d'effacement, de l'énonciation même de tout discours articulé.

Il ne constitue pas un autre discours, mais bien un discours qui modifie radicalement la structure même des discours (cf. les quatre discours de Lacan dans le séminaire XVII « l'Envers de la psychanalyse »). Il ne se fonde pas sur la négation des autres discours, mais en constitue structurellement leur envers. Il procède d'un renversement dans ce qui les constitue comme discours.

Cela est particulièrement flagrant en ce qui concerne le travail social et ses effets dans ce secteur. Le discours contemporain n'est pas différent du discours du travail social traditionnel. Il se fonde sur les mêmes énoncés que celui-ci. Il va même plus loin, et c'est là sa particularité, il le prend « au pied de la lettre » et le « réifie ». Il le transforme radicalement.

Ce qui déstabilise tant les travailleurs sociaux, ce n'est pas la référence à un autre énoncé, mais la transformation de leur discours en « de purs énoncés ». De fait, ils ne trouvent plus aucune prise à l'élaboration d'une posture vis-à-vis d'un discours qui a toutes les apparences du même, et d'un même qui les prend au pied de la lettre de leurs propres demandes.

En effet, qui serait contre la « qualité », la « prise en compte de la globalité de la personne », l'adaptation aux « besoins », la prise en compte de « l'environnement », « le respect des droits de l'individu », etc. C'est bien depuis toujours, à en croire les travaux historiques sur ce secteur, ce que disent les travailleurs sociaux.

Sauf que, justement, ce n'est pas du tout la même chose dont il s'agit. Ce sont les mêmes mots, mais pas les mêmes signifiants. Le discours des travailleurs sociaux est un discours fondamentalement subjectif. En tant que « parole », il relève comme toute parole humaine d'une distinction radicale entre l'énoncé et l'énonciation. Il est entendu pour chacun que la « prise en compte globale de la personne », ou la « réponse à ses besoins » : C'est un « Idéal » bien sur !, un projet, une « fiction ». Il est même entendu qu'il n'est pas question d'envisager que cet idéal soit atteint, surtout pas ! Car vous voyez d'ici ce que ce discours comporte de « totalitarisme » si jamais il venait à être réalisé. Or, c'est bien là l'impératif de ce qui est commandé : « faire ce que l'on dit et dire ce que l'on fait ». Mais comme c'est impossible, cela ne peut se maintenir que virtuellement

dans des procédures, des graphiques, des schémas, des méthodes, qui s'imposent sur le registre du « scientisme », en déniaient tout bon sens et constats de terrains que les professionnels ne manquent pas de noter.

Ce qui caractérise la structure de ce discours contemporain c'est de viser à éluder cet « entendu ». Je dirais même, ce « bien entendu » de l'écart, de la faille subjective, cette référence à un « Idéal ». Il prend le discours comme « un pur énoncé » et commande à chaque « individu », devenu instrument de cet impératif anonyme, de le réaliser. C'est le fondement de ce qui est appelé la « démarche qualité » dans son principe premier qui vise à « faire ce que l'on dit... ». Chacun sait bien que c'est un impossible qui ne peut avoir comme seule conséquence, que de déshumaniser, ou plutôt désobjectiver les travailleurs sociaux : en faire une virtualité ! Pour s'en convaincre, il suffit d'entendre ou de lire ce qu'écrivent ceux qui ont vécu cette expérience, comme Anne Perrault-Soliveres à propos de sa thèse et de son ouvrage sur « le travail des infirmières de nuit dans les hôpitaux », où elle décrit comment 50.000 infirmières ont dû démissionner des hôpitaux français du fait de la violence aveugle de ces procédures.

Cette opération de transformation d'un discours porteur d'un Idéal en discours purement idéologique, fige souvent les professionnels dans une espèce de fascination esthétique, qui va parfois jusqu'à la jubilation fantasmagorique, devant la beauté de ce rêve qui serait enfin réalisé, « présentifié » comme objet de jouissance. Une beauté jouissive qui a toutes les accointances avec l'horreur des régimes totalitaires, la promesse d'un « *Meilleur des mondes* » pour reprendre le titre de Huxley, où nous serions enfin à l'abri de l'enfer : « vous savez... les autres ! ».

Pas de pessimisme ni d'optimisme dans cette analyse, il ne s'agit pas de prendre position entre un passé merveilleux et un avenir du même type. Ce serait être dans l'illusion que de croire que la référence au « Maître Absolu » d'hier, et ses aléas névrotiques, était préférable à celle des « Maîtres pervers », des experts contemporains. Allons donc, qui supporterait un retour à une tyrannie qu'e plus aucune fiction ne viendrait légitimer, sauf peut-être les tenants d'un rappel à l'ordre, religieux par exemple, encore plus violent.

Mon propos vise seulement, comme je l'ai annoncé, à saisir ce qu'il en est de l'environnement dans lequel nous évoluons, qui nous détermine, afin de pouvoir plus lucidement prendre position au sein de celui-ci. Si j'en situe essentiellement les travers, les symptômes, c'est parce que c'est de là que nous pouvons le plus aisément saisir ce qu'il en est. La « panne » n'est pas tant à réparer qu'à écouter, dans ce qu'elle a à nous apprendre de ce qui est à l'œuvre dans un groupe humain, en particulier dans sa dimension institutionnelle.

Les groupes d'analyse de la pratique professionnelle

Peut-être plus que jamais, il semblerait que les « groupes d'analyse des pratiques », pour peu qu'ils relèvent d'un vrai travail d'élaboration subjectif, d'un lieu de parole, sont en mesure de constituer l'une des modalités essentielles à un travail d'élaboration et de mise en œuvre de ce qui pourrait faire « acte de passage » d'une subjectivité à une autre. Autrement dit, de ce qui pourrait fonder le point d'ancrage d'une nouvelle pratique sociale qui se tienne.

Pour peu que cet espace soit un espace au sein duquel une vérité puisse émerger, sans qu'elle ne soit aussitôt recouverte d'un savoir, cette modalité de formation est un espace où, au cas par cas, des professionnels en formation peuvent encore tirer les conséquences de leur confrontation à un impossible. Certains mesurant l'impasse de déni et du recouvrement de la fonction du langage, consentent à se mettre au travail d'une pratique langagière, non virtuelle, où une rencontre avec l'autre peut avoir lieu, un acte se poser et avoir ses conséquences, et quelque chose changer pour les personnes qu'ils accompagnent.

Bibliographie de référence :

- Arendt Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévi, 1983
- Aubert Nicole, *L'individu Hypermoderne*, Ramonville St-Agnes, Eres, 2004
- Blanchard-Laville C., Fablet D. (coord.), *Travail social et analyse des pratiques professionnelles, dispositifs et pratiques de formation*, Paris, L'Harmattan, Coll. Savoir et formation, 2003
- Boutinet Jean-Pierre, *Vers une société des agendas, une mutation de temporalités*, Paris, PUF, 2004
- Chemama Roland, *Clivage et modernité*, Ramonville St-Agne, Eres, 2003
- Chopart Jean-Noël, *Les mutations du travail social: dynamiques d'un champ professionnel*, Paris, Dunod, 2002
- Dubet François, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002
- Gauchet Marcel : *Le désenchantement du monde* (1985), *La révolution des pouvoirs* (1995), *La démocratie contre elle-même* (2002), etc.
- Guillebaud Jean-Claude, *La refondation du monde*, Paris, Seuil, 2000
- Hegel Georg Wilhelm Friedrich, *La phénoménologie de l'esprit, tome 1 & 2* (traduction de Jean-Pierre Lefèvre, Paris, Aubier, 2001
- Huxley Aldous, *Le meilleur des mondes*, Paris, Pocket jeunesse, 2001
- Lacan Jacques, *L'envers de la psychanalyse, séminaire XVII (1969-1970)*, Paris, Seuil, 1991
- Laïdi Zaki, *Le sacre du présent*, Paris, Flammarion, 2002
- Lebrun Jean-Pierre, *Un monde sans limite, essai pour une clinique psychanalytique du social*, Ramonville St-Agnes, Eres, 1997 & *Les désarrois nouveaux du sujet, prolongements théorico-cliniques au monde sans limite*, Ramonville St-Agnes, Eres, 2001
- Legaut Jacqueline, *Les lois de la parole, conversation avec Camille*, Ramonville St-Agnes, Eres, 2003

- Legoff Jean-Pierre, *La barbarie douce*, Paris, La Découverte, 2003
- Mannoni Octave, *Clefs pour l'imaginaire, ou l'autre scène*, Paris, Seuil poche, 1985
- Melman Charles, *L'homme sans gravité, jouir à tout prix* (entretiens avec Jean-Pierre Lebrun), Paris, Denoël, 2002
- Perrault-Soliveres Anne, *Infirmières le savoir de la nuit*, Paris, PUF, 2001
- Consulter également le site Internet www.freud-lacan.com département : « psychanalyse et travail social », où sont présentés de nombreux articles sur ces questions de la mutation du lien social.

Présentation et analyse du Processus de Copenhague

Le Processus de Bruges – Copenhague formalisé le 30 novembre 2002 est le pendant de celui de Bologne. Le programme européen qui le soutient actuellement se nomme « Leonardo da Vinci II » et prend fin en 2007 pour tout projet qui vise à valoriser cette démarche. Ce processus concerne plus spécifiquement « l'enseignement et la formation professionnelle » et vise à l'objectif de 2010, de faire des formations professionnelles Européennes une « référence mondiale », la « garantie d'un marché du travail » ouvert.

Dans les documents que j'ai recueillis, il est manifeste que le vocabulaire employé est déterminant (« produits » pour parler de formation, « clients potentiels », « monnaie commune de qualification et de compétence », etc.), de même que le « consensus général » dont ce processus semble faire l'objet.

Les principes de ce processus sont les suivants :

- La « formation tout au long de la vie » et les « formations personnalisées »
- L'« adaptation permanente » de formation aux demandes des clients et aux exigences des entreprises
- La « transparence » et l'« assurance qualité » par la « standardisation » et l'« accréditation » des formations
- La validation des « compétences informelles et non-formelles »
- La priorité donnée aux « apprentissages » plutôt qu'à « l'éducation ou la formation » (c'est-à-dire à la culture)
- Un système de transfert de crédits sur le mode des formations supérieures ECTS (Européen Crédits Transfert System), sur des périodes de six mois.

En conclusion, cela nous indique clairement que l'organisation des formations, de toutes les formations supérieures ou non, professionnelles ou pas, devra se faire demain sur une architecture commune (ECTS) et dans une logique qui prend en compte ce nouveau discours.

 retour

suite 